

# Le delta du Niger en état d'insurrection

---

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

Institut de recherche pour le développement (IRD),  
Centre Population & Développement (CEPED)

**L**e delta du fleuve Niger concentre l'essentiel des gisements d'hydrocarbures de la République fédérale du Nigeria et fournit plus de 80 % des recettes budgétaires de l'État et environ 40 % du PIB du pays. À elle seule, cette région du golfe du Biafra procure également une part non négligeable des approvisionnements en pétrole de la France ou des États-Unis, environ un dixième de leurs importations. Depuis le début des années 1990, la violence insurrectionnelle qui ravage le delta du Niger a donc d'importantes conséquences stratégiques, tant au niveau national qu'international.

Au plan national, la crise du delta déstabilise en effet un régime civil déjà fragile et mal légitimé par des élections frauduleuses à répétition depuis la fin de la dictature militaire du général Sani Abacha en 1998. Arrivé au pouvoir en 2007, le président Umaru Yar'Adua, gravement malade, est décédé début mai 2010. Son hospitalisation en Arabie saoudite de novembre 2009 à

février 2010 avait renforcé le sentiment de vacance à la tête de l'État. Il avait alors été remplacé au pied levé par son vice-président, Goodluck Jonathan, qui est ensuite devenu président de plein exercice en mai 2010.

Malgré le processus d'amnistie qu'il avait initié pour inciter les rebelles du delta à déposer les armes, Umaru Yar'Adua n'a résolu aucune des grandes questions politiques qui agitaient la région à propos des modalités de redistribution de la manne pétrolière suivant un principe de dérivation (privilégiant les États producteurs de pétrole) ou de péréquation (favorable aux États les plus pauvres au sein de la fédération nigériane).

Dans le même temps, la situation a continué de s'aggraver. Contrairement à ce qu'on lit souvent dans les médias, les niveaux de violence n'ont en fait pas empiré, à en juger par l'évolution des taux d'homicides dans les trois États constitutifs du noyau central du delta du Niger (Rivers, Bayelsa, Delta). D'après les données de l'Observatoire de la violence au Nigeria, ils ont plutôt eu tendance à stagner, voire à diminuer depuis les élections d'avril 2007, et ce dès avant le lancement d'une procédure d'amnistie en juin 2009. En revanche, la violence s'est indéniablement « professionnalisée ». Désormais, elle est plus ciblée contre les intérêts de l'industrie pétrolière, avec force kidnappings, sabotages de pipelines, pillage et contrebande de brut (procédure dite de *bunkering*), attaques de plates-formes en *deep offshore*, de plus en plus loin des côtes, jusqu'en Guinée équatoriale. La capacité de nuisance des rebelles s'est renforcée à cet égard, à tel point que, pendant quelques mois de l'année 2009, l'Angola a ravi au Nigeria la place de premier producteur et exportateur de pétrole en Afrique : du jamais vu !

Un rapide rappel montre bien l'évolution des registres de protestation en la matière. Au début des années 1990, c'est le Mouvement pour la survie du peuple ogoni, le MOSOP (Movement for the Survival of the Ogoni People) de l'écrivain Ken Saro-Wiwa, qui a commencé à lutter contre les compagnies pétrolières et la dictature militaire. À l'époque, les protestataires avaient adopté une stratégie de résistance passive qui consistait à bloquer la production en multipliant les manifestations de rue, en sabotant les pipelines et en fermant les routes d'accès aux gisements. Il n'était pas question de recourir à la lutte armée. Rencontré par l'auteur de ces lignes quelque temps avant sa pendaison par la junte militaire en 1995, Ken Saro-Wiwa le disait lui-même : si les Ibo avaient échoué à faire sécession lors de la guerre du Biafra entre 1967 et 1970, les Ogoni, qui étaient autrement moins nombreux, n'avaient aucune chance de remporter la moindre victoire contre les troupes fédérales. L'arène de la bataille se situait plutôt du côté des médias et de la scène diplomatique internationale, notamment en dénonçant la pollution pétrolière et en ralliant le soutien des lobbies écologiques en Occident.

Depuis lors, la scène insurrectionnelle s'est déplacée plus à l'ouest du delta, en direction du pays ijaw, et s'est considérablement musclée, d'abord

sous l'égide du NDPVF (Niger Delta People's Volunteer Force) d'Asari Dokubo à partir de 2004, puis de la nébuleuse du MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta) à partir de 2006. La grosse différence est désormais que les rebelles assument ouvertement l'option de la lutte armée, voire, pour une minorité d'entre eux, de l'indépendance. Un tel choix ne traduit pas seulement la frustration grandissante d'une population qui a le sentiment d'être laissée à l'écart des retombées de la croissance économique. Il reflète aussi la criminalisation des luttes politiques avec la jonction, opérée dès la fin des années 1990, entre les gangs de la rue et les sociétés d'initiation « cultistes » (*cult societies*) qui sévissent sur les campus des universités nigérianes et qui bénéficient d'une envergure nationale pour organiser les trafics d'armes ou de drogues.

La figure d'Ateke Tom, un « seigneur de guerre » qui tenait la localité d'Okrika dans l'État du Rivers, est exemplaire de ce point de vue : d'abord impliqué dans les violences communautaires qui ont ravagé les banlieues sud de Port Harcourt fin 1993, il a ensuite été rejoint par les *Icelanders*, un groupe affilié à la fraternité étudiante des Vikings, et a fini par former une milice qui, en 2010, revendiquait son association avec le MEND.

Bien entendu, l'aggravation de la crise ne tient pas seulement à cette professionnalisation des gangs. Elle doit beaucoup également au comportement prédateur et mafieux des élites politiques régionales. Non contents de détourner l'argent de la manne pétrolière et, ce faisant, de pénaliser le développement des services publics qui auraient pu apaiser les frustrations de la population, les gouverneurs du Rivers, du Bayelsa et du Delta ont en effet exacerbé les tensions en finançant des armées privées qui ont précisément recruté parmi les gangs de la rue et les *cult societies* pour se débarrasser de l'opposition locale et commettre des assassinats politiques, notamment au moment des élections. Tant Asari Dokubo qu'Ateke Tom ont par exemple « aidé » le gouverneur du Rivers, Peter Odili, à gagner les élections de 2003. Avant d'être arrêté à Londres pour blanchiment d'argent en 2005, son homologue du Bayelsa, Diepreye Alamieyeseigha, n'était pas non plus étranger aux agissements du « Conseil de la jeunesse ijaw », une structure qui a formé une grande partie des leaders de la rébellion, dont Asari Dokubo.

De ce point de vue, il s'avère que la classe politique régionale a joué un rôle important dans la mobilisation et le financement des combattants. Pour autant, elle n'a guère été inquiétée par la justice, confortant un sentiment d'impunité qui n'a pas encouragé les gouverneurs élus en 2007 à rompre avec les pratiques de leurs prédécesseurs et « parrains ». Résultat, il y avait fort à parier que les prochaines élections, prévues en 2011, seraient tout aussi sanglantes que les précédentes. Seule véritable lueur d'espoir : les gouverneurs pourraient finir par appuyer sérieusement le processus de paix car la baisse des prix du baril et l'effondrement de la production pétrolière, passée

de 2,6 à 1,6 million de barils par jour entre 2006 et 2009, ont beaucoup diminué les ressources budgétaires des édiles locaux.

Mais des facteurs structurels expliquent également la poursuite du conflit. Le sous-développement et les problèmes d'accessibilité aux villages du delta ne sont pas pour rien dans la marginalisation de la population. Contrairement à ce qu'affirment les militants, la région n'est pourtant pas la plus misérable du Nigeria : les indicateurs socioéconomiques mettent plutôt en évidence des poches de pauvreté dans l'extrême nord sahélien et la ceinture centrale du pays, la Middle Belt. En revanche, la frustration des habitants des zones pétrolifères est bien palpable, avec le sentiment prononcé d'être lésé et dépossédé de la richesse qui fait vivre la majeure partie de la population nigériane. C'est bien là le cœur politique d'un conflit qu'on ne peut réduire à sa seule dimension criminelle

En effet, les revendications des militants du delta portent sur les modalités de redistribution de la manne pétrolière. Exprimées dans un cadre fédéral, les demandes de régionalisation en faveur d'un contrôle local des ressources touchent ainsi au cœur du système politique nigérian. Elles contestent notamment la mainmise du pouvoir central sur les gisements pétroliers depuis la fin de la guerre du Biafra et l'application du *Petroleum Decree* de 1969 et du *Land Use Act* de 1978 qui font de l'État fédéral le propriétaire de la terre et du sous-sol. Dans le même ordre d'idées, les élites politiques locales réclament une augmentation du pourcentage de « dérivation » qui abonde le budget des trente-six États fédérés en fonction de leur contribution au budget national, récompensant *de facto* les régions les plus riches. Depuis le retour des civils au pouvoir en 1999, les groupes de pression du delta ont en l'occurrence obtenu que ce pourcentage soit relevé de 3 % à 13 % ; ils demandent à présent une hausse graduelle de 25 % à 50 %.

Le problème est qu'une telle perspective remet en cause le principe de péréquation qui garantit le caractère fédéral du Nigeria en permettant au pouvoir central de redistribuer l'argent des régions riches vers les plus pauvres. On peut en outre s'interroger sur les mérites d'une décentralisation qui reviendrait à confier la gestion de la manne pétrolière à des gouverneurs mafieux et clientélistes. Les États pétrolifères du delta comptent précisément parmi les plus corrompus du pays. La situation est encore pire au niveau des collectivités locales, les LGA (*Local government areas*), qui constituent le troisième « tiers » du système fédéral à la nigériane, après le pouvoir central et les trente-six États. Dans le Rivers, par exemple, c'est jusqu'à 100 % du budget de ces LGA qui s'évaporent dans les réseaux de la corruption. Augmenter leurs revenus aurait donc peu d'incidence sur la qualité de vie des populations du delta.

### **Pour en savoir plus**

---

K. NWAJIAKU, « Between discourse and reality : The politics of oil and Ijaw ethnic nationalism in the Niger Delta », *Cahiers d'études africaines*, vol. 45, 2005.

M. -A. PÉROUSE DE MONTCLOS, *Le Nigeria*, Karthala, Paris, 1994.

M. WATTS (éd.), *Curse Of The Black Gold : 50 Years of Oil in the Niger Delta*, Powerhouse Books, Brooklyn (NY), 2008.

### **@ Sites Internet**

---

Observatoire de la violence au Nigeria (une base de données et des rapports d'analyse qui traitent, entre autres, du delta du Niger)

<http://www.nigeriawatch.org>

Stakeholder Democracy Network (des brèves et un suivi régulier de l'évolution de la situation dans le delta du Niger)

<http://www.stakeholderdemocracy.org>

Pérouse de Montclos Marc-Antoine (2010)

Le delta du Niger en état d'insurrection

In : Badie B. (dir.), Vidal D. (dir.) La fin du monde unique : 50 idées forces pour comprendre

Paris : La Découverte, 285-289. (L'Etat du Monde 2011)

ISBN 978-2-7071-6516-9